



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-72\_2025-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 106/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

**Etaient présents :**

*Messieurs : MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B*

*Absent(s) excusé(s): BERNARD J - DEPEYRE A - GILLET N - CASTELAS M - COTTIN C*

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

Monsieur Le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 2 juin 2025 à l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

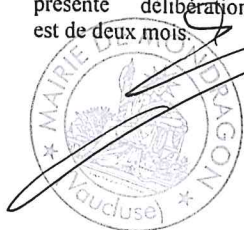
**N° 72/2025**

**Voix pour : 21**  
**Voix contre : 0**  
**Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 7 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 2 juin 2025.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-73\_2025-DE

Feuillet n° 107/2025

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Séance du 7 JUILLET 2025

L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

#### Etaient présents :

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - GILLET N - CASTELAS M - COTTIN C

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Depuis la loi n°2004-809 du 13 août 2004, qui a introduit un article L5214-16 V dans le Code Général des Collectivités Territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une communauté de communes et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Communautaire et des conseils municipaux concernés, et ce afin de financer la réalisation d'un équipement.

La CCRLP a proposé de consacrer 1 000 000€ aux fonds de concours pour l'année 2025 comme présenté lors du Débat d'Orientation Budgétaire le 25 février 2025 dont une enveloppe de 200 559€ pour la commune de Mondragon.

La commune souhaite permettre à chacun de vivre sa retraite dans un cadre agréable, sécurisé et épanouissant. Le projet de sénioriale prévoit la construction de 12 logements individuels avec jardinets, ainsi que 4 logements pour couples. En outre, un espace de vie commune, un patio, et des espaces de stationnement seront aménagés. Divers services seront proposés, incluant des activités animées et de la restauration collective. La thématique « Equipements destinés à l'accueil et l'hébergement des personnes âgées de plus de 65 ans » est inscrite dans le règlement d'attribution du fonds de concours 2025.

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° D2025\_82 du 1<sup>er</sup> avril 2025 approuvant le Règlement d'attribution des fonds de concours 2025 de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence,

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence et notamment les dispositions incluant la Commune de Mondragon comme l'une de ses communes membres,

**Considérant** que le coût de l'opération d'aménagement de la sénioriale est estimé à 2 761 862€41 HT. Toutefois, après déduction des montants des subventions, des frais liés à la convention de maîtrise d'ouvrage, ainsi que des frais de maîtrise d'œuvre et des retraitements nécessaires, la somme éligible au fonds de concours s'établit à 416 434,40 € HT.

#### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 26  
En exercice : 26  
Pris part à la Délibération : 21

#### DATE CONVOCATION

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

#### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

#### OBJET DE LA DELIBERATION

DEMANDE DE  
FONDS DE  
CONCOURS 2025  
AUPRÈS DE LA  
CCRLP -  
CONSTRUCTION  
D'UNE  
SÉNIORIALE

#### N° 73/2025

Voix pour : 21  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 1<sup>er</sup> - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





**Considérant** que les travaux qui ont débuté ne concernent que les lots 1, 2, 12 et 13 et que la commune s'engage à fournir un relevé des dépenses réalisées.

Au regard de ces éléments, il convient de solliciter un fonds de concours pour la construction de la sénioriale à hauteur de 200 559€ à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence et d'autoriser Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'octroi et la perception de ce fonds de concours.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de solliciter auprès de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence un fonds de concours de 200 559 € HT en vue de participer au financement de la construction de la sénioriale,

**AUTORISE** le Maire à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente demande.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-74\_2025-DE

Berser  
Levraut

Feuillet n° 108/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents :**

*Messieurs : MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B*

*Absent(s) excusé(s) : BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C*

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

*Arrivée de Mme Nadine GILLET à 18 h 34 et prend part au vote*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1,

**Vu** le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 30 septembre 2020 fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la communauté de communes Rhône Lez Provence.

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition du Conseil Communautaire sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la communauté de communes Rhône lez Provence pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26

En exercice : 26

Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

FIXATION DU  
NOMBRE ET DE LA  
RÉPARTITION DES  
SIÈGES DU  
CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE  
DE LA  
COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES  
RHÔNE LEZ  
PROVENCE DANS  
LE CADRE D'UN  
ACCORD LOCAL

N° 74/2025

Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus de la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

A défaut d'un tel accord, le Préfet fixera selon la procédure légale [*droit commun*] à 31 sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale [*droit commun*].

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 34 (trente-quatre) le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
BOLLENE	13 871	17
LAPALUD	3831	6
MONDRAGON	3756	6
MORNAS	2530	4
LAMOTTE DU RHÔNE	397	1

Total des sièges répartis : 34

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la Communauté de Communes Rhône de commune Rhône Lez Provence.

Feuillet n° 109/2025

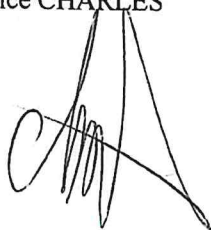
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** de fixer, à 34 (trente-quatre) le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes Rhône Lez Provence, réparti comme suit :

Nom des communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
BOLLENE	13 871	17
LAPALUD	3831	6
MONDRAGON	3756	6
MORNAS	2530	4
LAMOTTE DU RHÔNE	397	1

**AUTORISE** le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-75\_2025-DE



Feuillet n° 110/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26

En exercice : 26

Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

DÉNOMINATION  
VOIRIE DU  
LOTISSEMENT  
LES TERRASSES  
DE PEYRAFEUX

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-30 et R2121-13 qui habilite le Conseil Municipal à procéder à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation ;

**Vu** le décret n°2023-767 du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les Communes des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions ;

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur la dénomination des rues et des places publiques, conformément à l'article L2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** la nécessité de désigner officiellement la voie communale dans le lotissement « Les Terrasses de Peyrafeux » afin de faciliter l'accessibilité et l'orientation des habitants et des services ;

**Considérant** que la voie communale desservant le lotissement « Les Terrasses de Peyrafeux » d'une longueur de 535 mètres située au nord du Chemin du Sablet doit être nommée.

Monsieur le Maire propose aux Membres de l'Assemblée de nommer la voie communale du lotissement Les Terrasses de Peyrafeux « Allée des Magnolias » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**N° 75/2025**

**Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture  
Le 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



**DÉCIDE** à l'unanimité d'approuver la dénomination de la voie communale du Lotissement Les Terrasses de Peyrafeux « Allée des Magnolias » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**PRÉCISE** que la présente délibération sera communiquée, pour information aux services :

- De la Poste,
- Du Centre de Secours de Bollène,
- Du SDIS 84,
- Du Centre de Secours Vallée du Rhône.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-76\_2025-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 111/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B*

*Absent(s) excusé(s) : BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C*

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-30 et R2121-13 qui habilite le Conseil Municipal à procéder à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation ;

**Vu** le décret n°2023-767 du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les Communes des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions ;

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur la dénomination des rues et des places publiques, conformément à l'article L2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** que les propriétaires d'une habitation située « Lieudit Le Mortier » nous ont fait part de difficultés dans la réception de leur courrier au motif d'une adresse incomplète en raison de l'absence de numéro de voirie et de nom de chemin ;

**Considérant** que la Poste a confirmé que l'attribution d'un nom à ce chemin faciliterait considérablement la distribution du courrier ;

Monsieur le Maire propose aux Membres de l'Assemblée de nommer ce chemin sans nom « Chemin du Mortier Centre » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies rurales.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26

En exercice : 26

Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

DÉNOMINATION  
CHEMIN DU  
MORTIER  
CENTRE

**N° 76/2025**

**Voix pour : 22**

**Voix contre : 0**

**Abstention : 0**

**Acte transmis en Préfecture**

**Le - 9 JUIL. 2025**

**et publication ou affichage**

**du 10 JUIL. 2025**

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



**DÉCIDE** à l'unanimité d'approuver la dénomination du chemin « Chemin du Mortier Centre » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies rurales.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**PRÉCISE** que la présente délibération sera communiquée, pour information aux services :

- De la Poste,
- Du Centre de Secours de Bollène,
- Du SDIS 84,
- Du Centre de Secours Vallée du Rhône.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-77\_2025-DE



Feuillet n° 112/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-30 et R2121-13 qui habilite le Conseil Municipal à procéder à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation ;

**Vu** le décret n°2023-767 du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les Communes des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions ;

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur la dénomination des rues et des places publiques, conformément à l'article L2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** la construction récente d'une maison individuelle qui a nécessité la dénomination officielle d'un chemin sans nom d'une longueur de 41 m. depuis le Chemin de la Mandefore (Voie Communale n°54), afin de faciliter l'accessibilité et l'orientation des habitants et des services ;

Monsieur le Maire propose aux Membres de l'Assemblée de nommer ce chemin sans nom « Chemin de la Résistance » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26  
En exercice : 26  
Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

DÉNOMINATION  
CHEMIN DE LA  
RÉSISTANCE

**N° 77/2025**

Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



**DÉCIDE** à l'unanimité d'approuver la dénomination du chemin « Chemin de la Résistance » et de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

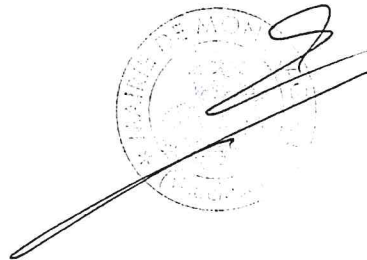
**PRÉCISE** que la présente délibération sera communiquée, pour information aux services :

- De la Poste,
- Du Centre de Secours de Bollène,
- Du SDIS 84,
- Du Centre de Secours Vallée du Rhône.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

## Commune de MONDRAGON

Feuillet n° 113/2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 JUILLET 2025

L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents :

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1,

**Vu** l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière, modifié par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,

**Vu** la demande d'acquisition d'une partie du domaine public de M. et Mme DORIN réceptionnée le 29/08/2023, propriétaires des parcelles cadastrées section I n°543, 544, 545, 546 et 1150, encerclant la partie du domaine public,

**Vu** le plan de division foncière dressé par la SELARL Thierry BAUBET, géomètre expert à Bollène validé par M. et Mme DORIN,

**Considérant** que la demande de déclassement de cette partie du domaine public située sur la rue Jean Jaurès d'une contenance de 21 m<sup>2</sup> dans le domaine privé de la Commune ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation,

**Considérant** que cette partie de domaine public à rétrocéder n'a aucun intérêt pour la Commune.

**Considérant** que cette demande de déclassement est dispensée d'enquête publique préalable,

**Considérant** que les conditions règlementaires sont réunies au titre de l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

#### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 26  
En exercice : 26  
Pris part à la Délibération : 22

#### DATE CONVOCATION

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

#### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

#### OBJET DE LA DELIBERATION

DÉCLASSEMENT  
ET INTÉGRATION  
D'UNE PARTIE  
DU DOMAINE  
PUBLIC DANS LE  
DOMAINE PRIVÉ  
DE LA COMMUNE  
ET MISE A JOUR  
DU TABLEAU DE  
VOIRIE  
COMMUNALE

N°78 /2025

Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Monsieur le Maire propose aux Membres de l'Assemblée de prononcer le déclassement de la partie de domaine public située Rue Jean Jaurès et de l'intégrer dans le domaine privé communal afin de permettre la cession au profit de M. et Mme DORIN.

A ce titre, le tableau des voiries communales et rurales serait modifié comme suit :

- Linéaire de la Voirie Rurale : 38 906 m.
- Linéaire de la Voirie Communale : 70 172 m.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.


Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité d'autoriser le déclassement d'une partie du domaine public située Rue Jean Jaurès pour une superficie de 21 m<sup>2</sup> et de l'intégrer dans le domaine privé communal,

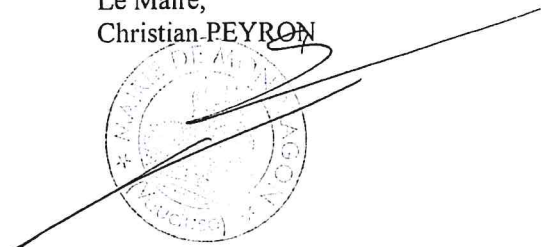
**AUTORISE** la modification du tableau de classement des voiries communales et rurales portant le linéaire de la Voirie Rurale à 38 876 m et le linéaire de la Voirie Communale à 70 172 m.

**AUTORISE** Monsieur le maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

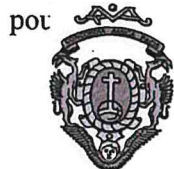
Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-79\_2025-DE

Feuille n° 114/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents :**

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

Monsieur le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution, les travaux envisagés doivent emprunter la parcelle communale cadastrée section ZX n° 758 située lieudit « Île du Banastier ».

A ce titre, l'accord de la commune est nécessaire pour implanter sur la parcelle susvisée dans une bande de 1 mètre de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 6 mètres ainsi que ces accessoires.

Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitude à intervenir entre la Commune de Mondragon et Enedis pour :

- Établir à demeure dans une bande de 1 mètre de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale de 6 mètres ainsi que ses accessoires sur la parcelle communale cadastrée section ZX n° 758,
- Établir si besoin des bornes de repérage,
- Encadrer un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires dans un mur ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée,
- Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênant leur pose ou pourraient par leurs mouvements, chutes ou croissances occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages,
- Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement etc....).

Enedis sollicite donc la constitution d'une convention de servitude ASD 06 dont le projet est annexé à la présente délibération. Cette servitude est consentie à titre gratuit et est conclue pour la durée de vie des ouvrages.

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil : 26  
En exercice : 26  
Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

CONVENTION  
DE SERVITUDE  
ENTRE ENEDIS  
ET LA  
COMMUNE DE  
MONDRAGON -  
ZX n°758

**N° 79/2025**

**Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0**

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,


**APPROUVE** à l'unanimité les conditions de cette convention de servitude sur la parcelle cadastrée section ZX n° 758, lieudit « Île du Banastier » au profit d'Enedis, afin de permettre le passage d'une canalisation souterraine.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention et tous documents relatifs à l'établissement de cette servitude.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLÈS



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-80\_2025-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 115/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*Messieurs : MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B*

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

Monsieur le Maire rappelle que le service de l'assainissement est délégué à la SAUR dans le cadre d'un Marché public de prestation. Le contrat, signé à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2023, arrivera à échéance le 31 octobre 2028.

Conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et pour permettre le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du contrat, le délégataire produit chaque année un rapport annuel sur le prix et sur la qualité du service qui doit faire l'objet d'une approbation en conseil municipal.

Il est demandé aux membres de l'assemblée de se prononcer sur le rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du Service concernant l'Assainissement réalisé par la SAUR qui a été joint en annexe à la convocation du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité le rapport 2024 sur le prix et la qualité du Service concernant l'Assainissement, transmis par la SAUR.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON



**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26

En exercice : 26

Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

ASSAINISSEMENT  
DÉLÉGATION DE  
SERVICE PUBLIC :  
RAPPORT  
ANNUEL 2024 DE  
LA SAUR

**N°80/2025**

**Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0**

**Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025**

**et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025**



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Feuillet n° 116/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du **7 JUILLET 2025**

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26  
En exercice : 26  
Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

7 JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

7 JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

RAPPORT ANNUEL  
SUR LE PRIX ET LA  
QUALITÉ DU  
SERVICE PUBLIC  
D'ASSAINISSEMENT  
NON COLLECTIF  
ANNÉE 2024

**N°81/2025**

Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025

et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Benoît SANCHEZ, Adjoint au Maire*

**Etaient présents :**

*Messieurs : MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF -  
CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D*

*Mesdames : ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N -  
GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S*

*Procurations : SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à  
ROMANINI B*

*Absent(s) excusé(s): BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C*

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

**Vu** la loi n°95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection  
de l'environnement (dite « Loi Barnier »),

**Vu** l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** le décret n°95-635 du 06 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et  
la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (abrogé),

**Vu** les articles D.2224-1 à D.2224-5 du code général des collectivités  
territoriales,

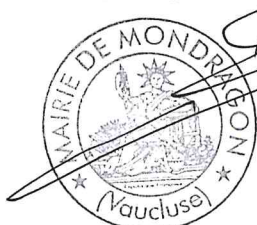
**Vu** le rapport d'activité du SPANC tel qu'annexé pour l'année 2024.

**Considérant** que le conseil communautaire a acté le rapport annuel 2024 sur le  
prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif,

**Considérant** que les communes membres doivent présenter à leurs conseils  
municipaux pour information ledit rapport.

Monsieur le Maire demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir  
prendre acte du rapport annuel du Service Public d'Assainissement Non  
Collectif 2024.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,



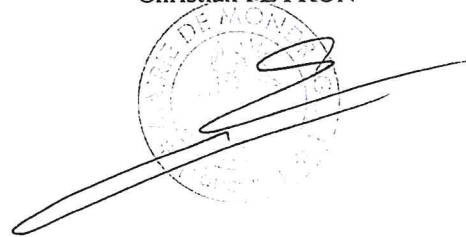


**PREND ACTE** du rapport annuel du Service Public d'Assainissement Non Collectif 2024.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

Commune  
de  
**MONDRAGON**

Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-82\_2025-DE



Feuillet n° 117/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 7 JUILLET 2025**

*L'an deux mille vingt-cinq, et le sept juillet,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents :**

**Messieurs :** MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER JF - CHARLES P - AIME N - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D

**Mesdames :** ALTIER MA - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V - GILLET N - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

**Procurations :** SANCHEZ B à TRAMIER JF - SABATIER T à LEBEGUE J - ROS C à ROMANINI B

**Absent(s) excusé(s) :** BERNARD J - DEPEYRE A - CASTELAS M - COTTIN C

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

Vu la délibération n° 114-2019 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2019 approuvant la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairen sur la station d'épuration de la Croisière,

Vu la délibération n° 104/2022 du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2022 approuvant l'avenant n° 1 de la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairen sur la station d'épuration de la Croisière.

Considérant que les eaux usées de la zone d'activité du Cairen située sur la commune de MONDRAGON sont collectées par un réseau spécifique et, après refoulement, sont déversées dans le regard d'arrivée général des effluents en entrée de la station d'épuration de la Croisière de la commune de BOLLÈNE pour y être traitées.

Considérant qu'au cours du mois d'octobre 2024, la plateforme de compostage SUEZ ORGANIQUE, dont les effluents constituent une grande partie de la charge polluante générée par les usagers de la commune de Mondragon raccordés sur la station d'épuration de la Croisière, a connu un dysfonctionnement majeur entraînant sa fermeture temporaire jusqu'au mois d'avril 2026 (date de réouverture prévisionnelle). Cette fermeture entraîne une modification substantielle des dispositions de la convention initiale, nécessitant la prise d'un nouvel avenant.

Considérant que la Commune de MONDRAGON a confié à SAUR France l'exploitation par affermage de son service public d'assainissement.

Considérant que le service public de l'assainissement collectif de la ville de BOLLÈNE est confié à SUEZ Eau France par contrat d'affermage.

Considérant que la commune de BOLLÈNE accepte de minorer la participation de la commune de Mondragon à compter du 01/06/2025 et jusqu'à la remise en service de la plate-forme de compostage (date prévisionnelle : avril 2026).

**NOMBRE DE MEMBRES**

Afférents au Conseil: 26

En exercice : 26

Pris part à la Délibération : 22

**DATE CONVOCATION**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**DATE D'AFFICHAGE DE  
L'ORDRE DU JOUR**

1<sup>er</sup> JUILLET 2025

**OBJET DE LA  
DELIBERATION**

AVENANT N°2 A  
LA CONVENTION  
DE  
DÉVERSEMENT  
DES EAUX USÉES  
DE LA ZA DU  
CAIRON  
SUR LA STATION  
D'ÉPURATION DE  
LA CROISIÈRE

**N° 82/2025**

**Voix pour : 22  
Voix contre : 0  
Abstention : 0**

**Acte transmis en Préfecture  
Le - 9 JUIL. 2025**

**et publication ou affichage  
du 10 JUIL. 2025**

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Envoyé en préfecture le 09/07/2025

Reçu en préfecture le 09/07/2025

Publié le

ID : 084-218400786-20250707-82\_2025-DE



Il est proposé à l'assemblée un avenant n°2 à la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairon sur la station d'épuration de la Croisière, tel qu'annexé, applicable à sa signature par l'ensemble des parties, à savoir la mairie de Bollène, Suez Eau France, la SAUR et la Mairie de Mondragon.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité l'avenant n°2 à la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairon sur la station d'épuration de la Croisière tel qu'annexé applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2025 ou à défaut à la signature de l'ensemble des parties.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON